

LE CITOYEN

www.le-citoyen.info
Journal d'opinion

Avril 2011 – N° 39 – 5ème année

Canton de Givors : une belle victoire républicaine



Nous tenons à remercier les 6 170 personnes qui nous ont manifesté leur confiance en nous plaçant en tête dans les 9 communes du canton avec 66,41% des voix (+ 7,5% sur 2004).

Plus que jamais nous allons privilégier ce qui unit et qui rassemble, et ceci au-delà des légitimes différences géographiques, d'expérience ou d'opinion.

Si les campagnes électorales sont propices à certains excès et dérapages, nous n'imaginons pas que des attaques personnelles et une propagande indigne puissent ainsi être véhiculées, notamment par le candidat UMP.

Les très nombreux messages de sympathie que nous avons reçus, ainsi que le score « historique » bas et l'élimination dès le 1er tour du candidat UMP (ce qui n'était jamais arrivé), confirme le rejet manifeste de ces méthodes d'un autre âge.

L'abstention et le vote FN doivent représenter des inquiétudes légitimes pour tous les républicains, et nous remercions sincèrement les 7 des 9 maires du canton, qui ont décidé d'appeler à faire barrage au FN lors du second tour.

Si l'électorat de gauche et écologiste s'est massivement rassemblé, nous sommes particulièrement sensibles au vote d'une partie de la droite républicaine qui a contribué au succès de ce front républicain, même si d'autres ont malheureusement choisi de s'abstenir ou de voter blanc, voire d'apporter leur voix au vote raciste et xénophobe du FN.

Une situation qui, pour les prochaines années, va nous pousser, Azélia, conseillère générale suppléante, et moi-même, à être encore plus au service de tout le canton et de toutes les composantes de sa population.

C'est tout le sens de notre enga-

gement pour une République Solidaire, Laïque et Citoyenne.

Martial Passi

édito

GRAVE !



Il ne sert à rien de nier l'évidence. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : les électeurs de droite, et de l'UMP en particulier, ont bien reporté leurs voix sur le candidat du Front national au 2ème tour des élections sur le canton de Givors.

Ce qui était inconcevable il y a quelques années est devenu possible grâce à Nicolas Sarkozy et quelques ténors de l'UMP dont le discours est en phase avec celui de M^{me} Le Pen. M. Hortefeux n'a-t-il pas été condamné pour injures raciales ? M. Guéant n'a-t-il pas tenu des propos xénophobes ? M. Sarkozy, ne les a-t-il pas cautionnés ? Si, par son silence et pour avoir choisi de garder dans son gouvernement un ministre de l'Intérieur ouvertement raciste. Ce n'est donc pas un hasard si le choix de M. Sarkozy s'est porté sur Gérard Longuet - ancien militant de l'extrême droite - pour le ministère de la Défense.

A force de fleurir avec les extrêmes et de cautionner tous les dérapages racistes et xénophobes, il ne faut pas s'étonner de ce que les électeurs préfèrent l'original à la copie et votent, accompagné en cela par l'UMP, pour le Front National nous rappelant, en cela, les sombres heures de notre histoire.

Le CITOYEN

**P.2 / 3
CANTONALES
&
SONDAGES**



**P.4 / 5
GESTION
FINACIÈRE**



**P.6 / 7
LIBYE
&
JAPON**



P.8 LES BRÈVES

Le microcosme local passé au crible ou à la loupe, c'est selon. Humour satire et autres griffures.

VIVE

École de vidéo et de télévision participative basée à Grigny. Pour voir et entendre les conseils municipaux et la vie locale. www.vive-fr.org.

M@ISON

Un pôle ressource au service



des usages public de l'internet et du multimédia basé à Grigny. www.maison-tic.org

KIKAVU

Le portail vidéo des collectivités territoriales. Un projet initié par la ville de Grigny et porté par la M@ison. www.kikavu.fr

MAIRIE DE GRIGNY

Le site officiel de la ville de Grigny. Tout ce que vous devez et pouvez savoir sur votre ville... et sur sa démarche de démocratie participative. www.mairie-grigny69.fr www.grigny-citoyenne.org

RENÉ BALME

Le site officiel de René Balme, maire de Grigny. Activité, communiqués, prises de position, etc. www.rene-balme.org

LE CITOYEN

Le site officiel de notre turbulent Citoyen www.le-citoyen.info

AGENCE PAF

L'agence de presse alternative francophone compile pour vous le meilleur de l'autre presse. www.agence-paf.net

OULALA.NET

Depuis bientôt 10 ans, ce site animé par qui vous savez décrypte l'actualité nationale et internationale. www.oulala.net

Les leçons à tirer des élections cantonales

Le Front de Gauche, première force politique sur Grigny (69) et le canton de Givors.

Malgré une abstention particulièrement préocupante, le deuxième tour des élections sur le canton de Givors confirme la progression du Front de Gauche qui devient la première force politique sur Grigny, Givors et au-delà. Il faut y voir une prise de conscience des électeurs qui en ont assez de la langue de bois, des querelles internes, du double langage et des ambitions personnelles.

Sur la ville de Grigny, on peut dire sans se tromper que les incohérences du PS, qui est officiellement passé dans l'opposition depuis le dernier conseil municipal, ont été lourdement sanctionnées et chacun devrait en tirer les conséquences qui s'imposent pour l'avenir.

Le Front de Gauche et la majorité municipale qui proposent une démarche participative innovante et un budget participatif unique en France, sont largement confortés. Il faut y voir là une reconnaissance de la gestion de la commune par des élus proches des habitants qui disent ce qu'ils font et qui font ce qu'ils disent.

La critique stérile, les attaques dirigées en permanence contre le maire et la majorité, le dénigrement systématique des projets municipaux, décidés de manière participative, ne sont pas du goût des électeurs. Ils attendent du concret et surtout que l'on réponde à leurs attentes. C'est ce que fait Martial Passi en sa qualité de Conseiller Général, c'est ce que nous faisons, ici, localement avec les Grignerois, et ce, quel que soit le bulletin de vote qu'ils ont mis dans l'urne.

Le report des voix de gauche s'est opéré de bonne manière sur la commune. Par contre les voix de droite et notamment celles de l'UMP se sont reportées massivement sur le candidat du Front National. Ce constat mathématique valide ce que nous disions entre les deux tours et nous donne raison lorsque nous affirmons que l'UMP et le FN se sont ligüés contre la République dans un comportement fascisant visant à faire perdre le canton de Givors à la Gauche par tous les moyens, y compris les plus ignobles. Ils n'y sont pas arrivés, grâce à la vigilance des



forces progressistes et républicaines. Il demeure qu'en offrant ses voix au FN, l'UMP a franchi la ligne blanche au-delà de laquelle la démocratie est menacée. Le fascisme se trouve, de fait, cautionné par une droite qui se veut, plus que jamais, décomplexée. C'est pourquoi, j'appelle au rassemblement de toutes les forces démocratiques et républicaines sur la commune et au delà, pour faire barrage aux idées nauséabondes du Front National et de ses alliés UMP.

Nicolas Sarkozy a réussi à diviser le peuple de France en remontant les Français les uns contre les autres dans un but essentiellement électoraliste. Mais à force de jouer avec le feu il se pourrait bien que l'initiateur de cette stratégie suicidaire soit dépassé par les événements.

Je pense que la situation est suffisamment grave pour inviter chacune et chacun à ne plus se laisser « enfumer » par les médias à la solde du pouvoir politique et militaro-industriel. Ces mêmes médias qui, en étant les complices actifs de cette mascarade dangereuse et indécente, nous ramènent à la période vichyste que l'on pensait définitivement oubliée.

Il n'en est rien ! Le ventre est encore fécond et les émules de Pétain relèvent le front.

Communiqué de presse de René Balme le 27 mars 2011.

Sondages : business et manipulations

Leur impartialité peut être tranquillement mise en doute. Quand un journal publie une enquête d'opinion réalisée par IFOP, pourquoi ne précise-t-il pas que cet institut fameux est détenu à 75% par Laurence Parisot, présidente du MEDEF ?

Et quand un journaliste cite un sondage de l'institut CSA, pourquoi ne rappelle-t-il pas que le CSA est détenu à 100% par Vincent Bolloré, milliardaire dont l'amitié avec Nicolas Sarkozy est bien connue ?

Hommes d'affaires riches et/ou intellectuels émérites de la droite : comment s'étonner, dans ces conditions, que les commentaires des politologues médiatiques trahissent, entre deux sentences creuses, de forts partis-pris idéologiques ?

Les réponses à ces questions se trouvent tout simplement dans l'histoire des sondages : nés aux Etats Unis en 1936, les sondages sont le fruit des recherches d'un entrepreneur et statisticien nommé Gallup, qui annonça contre toutes les prévisions des journaux, la réélection de Franklin Roosevelt à la présidence des USA.

Pourtant, dès l'origine, des scientifiques de renom avaient émis des réserves sur le procédé, et avaient souligné ses faiblesses. Mais la pratique du sondage répondait à une forte demande sociale, et le « Dr. Gallup » avait raison d'affirmer, un an après une retentissante erreur de pronostic (il avait, à tort, donné Truman battu à la présidentielle de 1948), « qu'une armée entière de critiques ne saurait l'arrêter ». Même critiqué, Gallup continua donc à faire des affaires... et des émules.

Introduits assez tôt en France, les sondages ont connu un essor considérable à partir des années 70, grâce aux efforts combinés de grands instituts comme l'IFOP et de quelques politologues médiatiques liés à l'Institut d'Etudes Poi-

tiques de Paris. Pour des raisons économiques, les échantillons de personnes « sondées » ont progressivement diminué au détriment de la précision des résultats. En 1974, les échantillons représentaient 8 000 personnes. Ils sont souvent réduits à 400 personnes actuellement ! Parallèlement, le contenu des questions posées est devenu de plus en plus orienté, de telle sorte que les personnes interrogées émettent des avis « réfléchis » sur la base des questions précédentes. Ce qui génère volontairement des sommes de malentendus. En voici la preuve :

UN SONDAGE EST UNE SOMME DE MALENTENDUS

Prenons un exemple récent relatif à l'immigration en France. Marine Le Pen ou Brice Hortefeux ont fait une déclaration provocatrice pour qu'aussitôt les instituts de sondages élaborent une batterie de questions sur la présence problématique des musulmans en France :



Question 1 : Êtes-vous tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout avec chacune des affirmations suivantes :

- 1) Il faut rétablir la peine de mort
- 2) On ne se sent plus vraiment chez soi en France.
- 3) Il y a trop d'immigrés en France.
- 4) La justice n'est pas assez sévère avec les petits délinquants.

5) Il faut donner beaucoup plus de pouvoir à la police...

Question 2 : En matière d'emploi, pensez-vous que l'on doit donner la priorité à un Français sur un immigré en situation régulière ?

Question 3 : Parmi les raisons suivantes, quelles sont les deux qui, selon vous, expliquent le plus que les musulmans et les personnes d'origine musulmane sont mal intégrés dans la société française ?

Parmi les réponses :

- 1) Leur refus de s'intégrer à la société française
- 2) Les trop fortes différences culturelles
- 3) Le fait que les personnes d'origine musulmane soient regroupées dans certains quartiers et certaines écoles
- 4) Les difficultés économiques et le manque de travail...etc.

En posant ces questions, les sondages donnent une consistance à un improbable « problème musulman » en France, le font

Rien d'étonnant à ce que quelques semaines plus tard, ces médias annoncent (sous l'égide de l'Etat UMP) une « vague Marine » sur la France aux élections cantonales... Autre exemple, tiré d'une étude classique. À la question : « Certains disent qu'il faut introduire plus de libéralisme dans la société française. Y êtes-vous favorable ? »

48% des sondés répondent par l'affirmative, et seulement 24% par la négative (28% ne se prononçant pas). Une fois éliminés les sans-réponses - pratique indécate mais courante - on peut en arriver à la conclusion que plus des deux tiers des français sont favorables au libéralisme. Mais, en leur posant ensuite la question « Dites-moi ce que le libéralisme représente pour vous », on constate que la méconnaissance règne et que rares sont les enquêtés qui donnent au mot libéralisme le contenu économique et politique qu'il a dans l'esprit des sondés. Pour beaucoup (30%), le mot « libéralisme » est entendu comme « liberté », pour d'autres il est retraduit en termes platement éthiques « se prendre en main », pour d'autres encore il est confondu avec d'autres termes. Conclusion du politologue Daniel Gaxie, qui commente cette enquête : « plus de la moitié des personnes interrogées répondent en réalité à une autre question que celle qui leur est posée ».

Par naïveté, par bonne volonté ou pour sauver la face, quantité de sondés en viennent donc à répondre à une question qu'ils ne comprennent pas, ou qu'ils ne s'étaient jamais posée. Dans ce cas, comment les sondages d'opinion pourraient-ils être autre chose qu'une somme de malentendus ?

Illustration : IBARA <http://www.espace-ibara.com/page/2>

Synthèse, rédigée par C. Goubert, d'un document édité par le PG et disponible sur demande.

Longtemps les gauches se sont crues en pays de cocagne : il fallait toujours faire croître le



gâteau (PIB) avant de pouvoir le répartir plus équitablement. Il est maintenant évident qu'il n'est pas possible d'avoir une croissance infinie dans un monde fini. L'enjeu est donc d'apprendre à vivre beaucoup mieux avec beaucoup moins. Apprenons à devenir des «partageux»! Paul Ariès pulvérise avec brio les idéologies du progrès et de la croissance qui continuent à coloniser notre imaginaire. À partir d'une (re)lecture systématique de tous les courants des gauches (socialiste utopique, libertaire, chrétien, marxiste officiel et hétérodoxe), il revient sur le combat qui oppose depuis deux siècles gauches productiviste et antiproductiviste. L'effondrement environnemental peut être une chance pour inventer une gauche antiproductiviste et optimiste. Il montre également comment l'histoire sociale a été truquée: les milieux populaires ont toujours été antiproductivistes. L'enjeu est de réinventer l'avenir autour de l'idée de gratuité. Pourquoi payer son eau le même prix pour faire son ménage et remplir sa piscine privée? Pourquoi payer son énergie le même prix pour une consommation normale et un gaspillage?

Biographie de l'auteur
Paul Ariès est militant écologiste. Il est rédacteur du journal La Décroissance et dirige le journal Le Sarkophage. Il a organisé plusieurs Contre-Grenelle de l'Environnement.

Une gestion exemplaire des finances locales

CM du 29 mars. Sous les feux croisés de deux oppositions : M. Odo pour l'UMP et M. Djeroro pour le PS

Il ressort des interventions particulièrement argumentées de chaque adjoint ou conseiller délégué, un sentiment profond d'unité dans la majorité et de cacophonie dans l'opposition.

D'un côté un Mamar Djeroro, dont l'agressivité mal maîtrisée a du mal à cacher les lacunes qui sont les siennes quand il s'agit d'argumenter sur le budget municipal. N'oublions pas que le responsable local du PS qui est passé dans l'opposition fut, pour une courte durée - et l'on ne peut que s'en féliciter - adjoint chargé des finances. De l'autre, Xavier ODO leader de l'UMP locale qui, à force de vouloir toujours avoir raison, peine à s'imposer face aux arguments du maire et de ses services.

Autant dire que la discussion était pour le moins problématique et que le débat de fond a bien souvent manqué de profondeur.

A trop vouloir refaire les additions et ergoter sur telle ou telle inscription budgétaire qu'il aurait souhaité ailleurs, Xavier Odo (UMP) a beaucoup perdu en crédibilité.

Pour ce qui concerne Mamar Djeroro (PS) qui, à la fin de son intervention dit le contraire de ce qu'il affirmait au début, rares ont été ceux qui ont pu saisir la cohérence de ses propos, particulièrement emberlificotés.

Est-ce la déconfiture du PS et de l'UMP locale aux élections cantonales du 20 mars qui a rendu si peu audibles les deux leaders "politique" locaux. Personne ne le saura.

Toujours est-il que le budget proposé et défendu par l'ensemble de la majorité municipale - Front de Gauche et Personnalités Locales de Gauche - ne pouvait être contesté que sur les choix mais surtout pas sur sa forme. Le budget 2011 qui se caractérise par un autofinancement particulièrement important, une



absence d'augmentation des taux et un investissement de l'ordre de 3 800 000 euros était difficilement attaquant. D'autant qu'il reprenait au centime près l'ensemble des choix votés lors de la séance plénière du budget participatif, fin 2010.

DES RUMEURS QUI FONT FLOP !

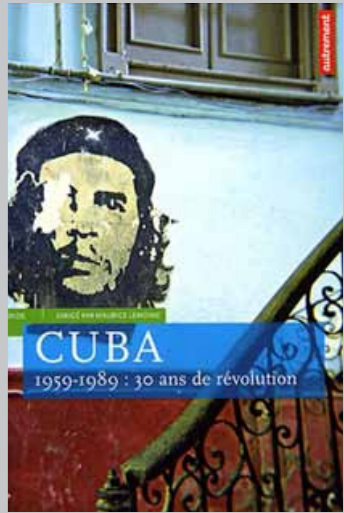
L'année 2010 se termine avec un excédent confortable lié à des recettes autant imprévues qu'exceptionnelles et de dépenses maîtrisées. La masse salariale a été particulièrement réduite sans pour autant diminuer le niveau du service public offert à la population. Notons que cette prouesse n'a été possible qu'avec la participation effective du personnel d'encadrement et des salariés qui ont bien compris les enjeux à venir.

Les rumeurs qui ont marqué l'année 2010 disant que la ville était sous tutelle, que les caisses étaient vides et laissant croire que la gestion n'était plus sous contrôle, s'effacent à la lecture du compte administratif qui démontre que les calomnies véhiculées tant par l'opposition que la presse locale, n'avaient aucun fondement.

C'est pourquoi, le CITOYEN - qui n'a jamais douté de la bonne gestion de l'équipe municipale - ne peut que se réjouir de ce que, une fois encore, il a été le seul à porter une information objective sur la gestion des affaires publiques.

ET LES RESPONSABILITÉS DE L'ÉTAT ?

Lors de ce conseil, il est à noter que dans le rang des élus socialistes et dans celui de l'UMP, personne n'a pointé du doigt les responsabilités de l'État et du gouvernement en matière de difficultés financières auxquelles sont confrontées les communes. Si l'on peut le comprendre de la part de l'UMP, l'on peut s'interroger sur le silence complice du PS. En effet, la haine que voue Mamar Djeroro au maire de Grigny ne justifie en rien qu'il oublie de pointer du doigt les errements de l'UMP et son désengagement constant envers les collectivités. Il est vrai que les comportements pathologiques ne sont pas propices à la réflexion politique et que l'aveuglement, d'où qu'il vienne, ne peut apporter de réponse crédible à la seule question qui nous préoccupe et qui se résume en ces termes : face aux désengagements de l'État et à la perte constante de recettes, comment équilibrer le budget communal et répondre aux attentes des Grignerots ? La majorité s'est positionnée, on attend la réponse de l'opposition UMP et PS.



Fidel Castro, Che Guevara... Leur révolution suscita dans les années 1960 un énorme élan mythico-romantique qui retomba, quelques années plus tard, et d'une manière tout aussi irraisonnée, comme un soufflé. L'établissement du premier régime ouvertement socialiste d'Amérique latine, lié alors à l'Union soviétique, marquait en effet l'effacement du lyrisme révolutionnaire derrière le champ géostratégique de l'affrontement Est-Ouest. A l'aube des années 1990, tout discours sur Cuba était marqué du sceau de la passion, du manichéisme, voire de la désinformation. Entre 1959, où les Barbudos firent leur entrée à La Havane, et 1989, se sont écoulées trente années, trente années de sueur et de larmes, de réussites spectaculaires et d'échecs fracassants, ponctuées de zones d'ombre, mais aussi de remarquables réalisations. Que pensait-on de ces trente années de révolution il y a vingt ans ? En 1989, observateurs étrangers, intellectuels français, opposants en exil et Cubains proches du régime faisaient le point et nous livraient leur vision de cette période. Les regards éclectiques et les opinions parfois divergentes s'affrontaient, se répondaient. Témoignage d'une époque, cet ouvrage propose une série de portraits, saisis sur le vif, de l'île cubaine. Des années 1960 aux années 1990, il nous permet de revisiter les multiples facettes de la révolution.

CONSEIL MUNICIPAL DU 22 MARS : KAFKAIEN, MÊME EN HUIS CLOS !

La précaution du huis clos n'a pas été inutile, compte tenu du tissu de mensonges développé par le groupe des élus PS. Mis à part un secret de Polichinelle : ça y-est ! Les élus socialistes se sont déclarés officiellement dans l'opposition !

« L'union de la Gauche est une utopie » ; « La Démocratie participative est un argument marketing » ; « Ce conseil municipal est un déni de Démocratie » ; D'après vous, qui a tenu ces propos ? L'opposition UMP ? Pas du tout ! En l'absence (excusée) de Xavier Odo, Mamar Djeroro s'est chargé de représenter l'opposition municipale. En déclarant officiellement que son groupe en faisait partie intégrante.

Il aura fallu un an et demi, deux votes contre les budgets 2009 et 2010, et toute une série d'incidents de séances pour que « le premier des socialistes » déclare enfin son groupe inscrit dans l'opposition... Au cas où on n'aurait pas compris.

Cette séance du conseil municipal du 22 mars avait pour but d'élire un nouvel adjoint, suite à la démission qu'Alexandra Pigeon avait adressée au Préfet. Afin d'épargner les Grignerots des gesticulations inutiles de certains élus opposants, et de leurs attitudes qui donnent une image exécrable du Conseil, la majorité municipale avait voté l'instauration du huis clos pendant cette séance.

Il faut dire que le conseil municipal du 8 février était encore dans tous les esprits avec son cortège d'insultes et de diffamations.

PS ET UMP : JE T'AIME, MOI NON PLUS.

René Balme demanda donc au public de quitter la salle. Marie Martinez prit la parole pour lire une déclaration au nom du groupe « Grigny ensemble » (UMP), afin d'informer le Conseil, que son groupe ne prendrait pas part au vote pour élire un nouvel adjoint. Dont acte. Elle ajoutait que le retrait des délégations d'Alexandra Pigeon (absente à la séance) marquait « une nouvelle désunion au sein de la majorité municipale. » Et s'empressait de faire porter - une fois de plus - la responsabilité au Maire, René Balme. Décidément, les élus UMP ont dû se boucher les oreilles pendant la séance du 8 février ! Ils n'ont pas entendu d'insultes ? Ils ne rappellent pas que le Maire a dû suspendre la séance ? Il semble que la Nature ait doté les élus de Droite d'une mémoire sélective... René Balme a tout de même rappelé que c'est la majorité municipale qui a décidé, à l'unanimité de retirer les délégations à Alexandra Pigeon.

Mamar Djeroro a demandé la parole pour lire la déclaration dont certains extraits ont été cités en introduction de cet article. Le motif du désaccord : les soit disant fausses procurations du Conseil du 14 décembre. Argument infondé puisque avec ou sans procurations, une majorité municipale dispose toujours d'une majorité... Absolue ! À Grigny comme partout en France.

Mais la déclaration du « premier des socialistes » a mis en lumière certaines correspondances entre la « référente Socialiste » Alexandra Pigeon et Mamar Djeroro, alors qu'ils affichaient publiquement des désaccords de taille en conseil municipal.

On l'aura compris : la cabale des procurations n'aura été qu'un prétexte pour discréditer le Maire et la majorité municipale. Peine perdue. Pour preuve : depuis la déroute des socialistes au scrutin du premier tour des élections Cantonales du 20 mars, les Socialistes Grignerots ne sont pas encore au bout de leur peine ! C'est sans doute pour cela qu'ils ont quitté la séance sans prendre part au vote...

CHERCHEZ L'ERREUR !

Le Conseil Municipal a élu Christian Goubert, huitième adjoint. Après avoir remercié ses collègues de la majorité, le président du groupe des élus Front de Gauche déclarait « que de tels comportements venant d'élus socialistes qui ne respectent pas les règles basiques de la démocratie ne pouvaient que discréditer leur famille politique. La preuve, regardez les résultats du scrutin du premier tour des élections cantonales à Grigny. » Au fait, le candidat Front de Gauche est arrivé largement en tête à Grigny. Les deux grands perdants ont été l'UMP et le PS au bénéfice du Front National... Cherchez l'erreur !

Entendu sur RTL dans une émission très écoutée, lundi 28 mars 2011, émission « Les grosses têtes ».

Philippe Bouvard : « ... Des nouvelles d'un dictateur, Hugo Chavez... »

Les voix de ses comparses : « Il est fêlé, celui-là », « Oui, il est fou... ».

Depuis 1998, Chavez a remporté, 16 ou 17 ou 18 élections (on en perd le compte, aidez-moi) qui se sont tenues sous le contrôle d'organismes internationaux. Il subit en permanence le feu des médias qui lui sont à 70/80 % hostiles et qui s'expriment librement, pratiquant impunément des débordements que la loi française n'autorise



pas chez nous.

Le Brésilien Lula disait de Chavez : « C'est le plus légitime d'entre-nous. »

Mais une campagne médiatique mondiale travaille à faire passer pour fou, semi-dictateur, dictateur, ce révolutionnaire qui a rendu sa dignité et son pétrole à son pays et qui transforme le Venezuela en accumulant notamment des lois sociales qui améliorent la vie du peuple.

Dans le même temps, ici, sous nos fenêtres, un président démocrate détricote méthodiquement un à un tous les acquis sociaux, résistant, à grand renfort de CRS, à la colère de la rue, oeuvrant à l'anesthésier par des médias oligarchiques ou publics dont il nomme les chefs.

Théophraste R. (lecteur assidu du Programme du Conseil National de la Résistance)

Avec la complicité de : www.legrandsoir.info/

Ingérence en Libye

Au soir même du 19 mars, alors que l'attaque contre la Libye était en cours, René Balme rédigeait un communiqué de presse qui, avec le recul prend toute sa pertinence... mais n'a pas été relayé par la presse.

La résolution 1973 des Nations Unies, adoptée jeudi 17 mars 2011 à New York, autorisant le recours à la force contre l'armée libyenne, doit être interprétée comme étant une déclaration de guerre contre le régime de Kadhafi. On peut s'étonner, dans ces conditions, que le parlement français n'ait pas été autorisé à donner son avis sur un acte aussi grave et qui engage la France, sa sécurité et celle des Français. On peut tout autant s'étonner du silence complice qui entoure, au même moment, la répression du mouvement populaire au Barheïn ou ailleurs.

L'intervention militaire en cours, si l'on en croit les médias et les politiques qui relaient le monde des affaires, serait motivée par des considérations humanitaires et bien sûr démocratiques. A l'instar des autres invasions qui ont précédé -Iran, Afghanistan, etc- le discours est identique et tente de faire vibrer la corde de l'émotion en martelant le mot « humanitaire ».

En fait, cette résolution -et ce n'est pas une exception- vise à défendre et à renforcer les intérêts économiques et stratégiques des grandes puissances à la solde des transnationales et du pouvoir financier. « Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage », affirmait Jean Jaurès et, en ce jour de honte pour la France et pour certains partis qui se réclament de la gauche, je fais mienne cette affirmation. Une résolution poussée par l'autoproclamé philosophe Bernard-Henri Levy et portée par Nicolas Sarkozy, Barack Obama et David Cameron aurait dû en alerter plus d'un. Ces chefs d'Etat va-t-en-guerre qui ont mis en œuvre, dans leur propre pays, une véritable machine antisociale à fabriquer des pauvres et dont le pouvoir policier n'a jamais fait dans l'humanitaire lorsqu'il s'agit de mater les révoltes et les manifestations, sont particulièrement mal placés pour mettre en avant leur

capacité à « protéger des civils » ou à promouvoir la « démocratie ».

Les révolutions qui secouent le nord de l'Afrique perturbent grandement les visées impérialistes et font peser une menace sur l'approvisionnement pétrolier de l'occident dans les prochaines années. La révolution libyenne sur laquelle le monde de la finance et ses valets politiques comptaient pour terrasser Mouammar Kadhafi n'a pas pris la tournure espérée. L'alliance euro-étasunienne, comprenant qu'elle avait perdu la main, se devait de réagir et elle a choisi la pire des solutions : la guerre qui doit être comprise comme étant l'échec de la diplomatie, en même temps qu'elle doit s'interpréter comme un acte supplémentaire de rapine. La France, jadis pays des Droits de l'Homme, aurait dû se situer au-dessus de la mêlée et ne pas hurler avec les loups, surtout quand la meute lorgne avec insistance sur les réserves pétrolières d'un pays souverain.

Quitte à aller à contre-courant de la pensée dominante tout en prônant le dialogue, l'écoute et le renforcement de la diplomatie, j'affirme, plus que jamais, qu'il n'y a pas de guerre juste, qu'il n'y a pas de conflit noble et que l'ingérence dans les affaires d'un État souverain, et a fortiori son occupation, sont à combattre et à dénoncer, avec force. Il appartient au peuple libyen et à lui seul d'écrire son histoire et de décider de son avenir.

En ce jour de commémoration de la fin de la guerre d'Algérie, osons porter une autre voix, une autre voie, celles de la paix, du désarmement, de la solidarité, de l'amitié entre les peuples et dénonçons les comportements guerriers irresponsables de la France.

René Balme
maire de Grigny (Rhône)
Le 19 mars 2011 à 22h00

Appel international

POUR UN TRIBUNAL RUSSELL CONTRE LES CRIMES DU NUCLÉAIRE CIVIL EN 2012 !

En 1966, le Tribunal Russell-Sartre jugea les crimes de guerre contre l'humanité notamment commis par les Etats-Unis au Viêt-Nam. On y condamna aussi le nucléaire militaire.

En 2012, un nouveau Tribunal d'opinion doit juger les crimes du nucléaire civil.

Les Tchernobyl et les Fukushima passent mais le nucléaire ne trépane pas.

Le gouvernement japonais lui-même ne cesse de se plaindre de l'opacité

que pratique la société gestionnaire donc responsable de la catastrophe humaine et écologique. Ce nouveau Tribunal Russell est indispensable pour que la vérité succède au mensonge.

Ce nouveau Tribunal Russell est indispensable pour que la politique succède à la peur.

La parole doit revenir d'abord aux citoyens et à leurs élus et non aux experts mercenaires.

Nous ne pouvons pas rester sans agir dans l'attente d'une nouvelle catastrophe

(Etats-Unis 1979, URSS 1986, Japon 2011) alors que nous sommes le principal pays nucléocrate. Nous entendons faire entendre notre voix d'ici 2012 et bien sûr au-delà.

Nous, citoyens, élus, intellectuels appelons donc l'ensemble de la population à

signer cet appel le plus massivement possible et à le faire connaître par tous les moyens.

Paul Ariès Directeur du Sarkophage
René Balme, Maire de Grigny 69

PREMIERS SIGNATAIRES
Maurice Charrier, maire honoraire de Vaulx-en-Velin, Vice Président du Grand Lyon

Alain Refalo, enseignant, collectif des enseignants désobéisseurs
Guy Fischer, Sénateur du Rhône, Vice-Président du Sénat
Christian Terras, directeur de la revue Golias
Jacques Testart, biologiste

POUR SIGNER CET APPEL
www.tribunalrussellnucleaire.org/

Catastrophe nucléaire au Japon : un crime contre l'humanité.

Les crimes contre l'humanité ne se limitent pas aux faits de guerre ou aux comportements de quelques dictateurs. Ils concernent, aussi, et surtout celles et ceux qui, en toute connaissance de cause ont mis la vie de milliers d'être humains en danger de mort par la création et l'installation de produits, d'outils, d'usines ou de machines en des lieux où il était évident que l'instabilité naturelle des sols pouvait entraîner des réactions de nature à les rendre incontrôlables et, de fait, hautement nuisibles pour l'humanité toute entière.

C'est le cas d'installation de centrales nucléaires sur le sol japonais soumis à des risques sismiques connus, reconnus et étudiés en permanence.

La désinformation médiatique et politique qui entoure l'accident de Fukushima, au Japon, est assez extraordinaire et l'on nous présente cet événement comme étant la résultante d'un phénomène naturel, dont l'ampleur, aurait rendu, quasiment, imprévisible.

Vouloir faire croire à la terre entière que personne ne savait ce qui pouvait se produire en cas de secousse sismique relève d'un « foutage de gueule » à la hauteur du décervellement de la planète ou de l'amateurisme qui guide l'industrie atomique et ses serviteurs zélés, ce qui serait plus grave encore. Nous affirmons, pour notre part, que tout ce qui s'est passé lors de cette secousse sismique était connu des autorités japonaises et de l'entreprise privée qui gère la centrale nucléaire de Fukushima. La ou les modélisa-



tions avaient été faites de longue date, forcément. Les hauteurs de vagues du raz de marée prévisible avaient été calculées et leurs conséquences étudiées minutieusement. Il en résulte que, le gouvernement Japonais qui avait confié l'exploitation d'un tel équipement à une société privée, Tokyo Electric Power (Tepco) connaissait les risques encourus et a laissé sciemment, la société Tepco, minimiser les risques pour des questions de rentabilité immédiate. C'est donc, à travers cet accident, prévisible, le procès de la société libérale et de la rentabilité maximum à tout prix qu'il convient d'ouvrir au plus tôt.

CRÉATION D'UN TRIBUNAL RUSSELL

C'est pourquoi, Paul Ariès, René Balme et d'autres ont considéré, dès le lendemain de cette catastrophe majeure, dont personne ne peut prédire les conséquences pour l'humanité toute

entière à moyen et à long terme, d'appeler à la création d'un Tribunal Mondial sur les catastrophes liées au Tsunami du 11 mars 2011, inspiré du Tribunal Russell et composé de personnalités scientifiques, militantes, politiques, etc.

Cette initiative sera portée par le journal *Le Sarkophage* et relayée par *Le CITOYEN* qui vous tiendra informé de son évolution au cours des mois à venir.

Il convient, à partir de la création de ce Tribunal Mondial que soit affirmé le principe selon lequel l'homme doit être placé au centre de toutes les réflexions et que le crime écologique soit enfin reconnu comme étant un crime contre l'humanité passible des mêmes peines.

Les brèves

services publics (service des sports, scolaire, PIJ, Centre Social, école de musique...) qui seront implantés dans le futur site de L'Agora. La commune sollicite pour

raîne de sa monnaie comme au temps où elle battait sa monnaie », mais sans suggérer pour autant une sortie de l'Euro, comme le propose le FN avec une certaine dose d'inconscience.

Xavier Odo, qui croit avoir saisi la balle au bond, dénonce alors une forme de « consanguinité des propos du Maire avec ceux du F.N. » Le machiavélisme du leader de l'UMP locale le perdra : a-t-il oublié les propos dignes des fascistes, de ses amis Brice Hortefeux, et Claude Guéant à propos de l'immigration ? A-t-il oublié le refus de l'UMP de participer au front républicain des dernières élections cantonales pour barrer la route au FN ? Il y en a qui feraient bien de balayer devant leur porte...

L'AVEU !

Même lorsqu'il lit ses interventions, Mamar Djeroro, emporté par sa verve agressive ne peut s'empêcher de sortir de son texte, et de... lâcher quelques vérités qui confirment ce que l'on savait déjà. Ainsi, lors du conseil municipal du 22 mars il nous a gratifié d'un : « nous qui sommes dans l'opposition... » Dont acte, après la déculottée du 20 mars les socialistes grignerots passent dans l'opposition et le claironnent haut et fort. Gageons que cela va faire réagir les instances départementales ou nationales tant il n'est pas courant de voir pareille situation ubuesque. Au même moment, la secrétaire de la section de Givors intervenait auprès du maire pour lui demander de respecter les équilibres politiques lors de l'élection du 8ème adjoint en remplacement... de « la chef de file » des socialistes locaux, Alexandra Pigeon, que l'on ne voit plus depuis ses dernières insultes proférées contre deux adjoints et qui a oublié de voter au 1er tour !

Comme on dit chez nous : « un chien n'y retrouverait pas ses petits » tant c'est le bazar organisé chez les socialistes grignerots.

Il ne faut pas s'étonner, dans ces conditions du score ridicule qui fut le leur au premier tour des cantonales.



COURAGE, FUYONS !

Les élus socialistes ont décliné toute participation à la tenue des bureaux de vote des élections cantonales lors du 2ème tour. Quel sens du courage et des responsabilités ! Ils ont oublié le grand Jaurès qui disait très justement « *Le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire.* » Il est vrai que lorsque les élus socialistes de Grigny tournent le dos à la réalité, il est difficile pour eux d'être dans le vrai. Moralité : l'avenir des Socialistes de Grigny est derrière eux. C'est comme ça qu'ils font le jeu de la droite

cela une aide financière d'un montant de 602 600 euros au Conseil Général. Les élus UMP ont voté contre ! Sous le prétexte que l'acquisition des locaux se faisait en Vocation Future d'ACHÈVEMENT qui ferait perdre 40% de financements à la commune - ce qui est faux. D'un côté, ils pleurent que les finances communales ne sont pas saines, et d'un autre côté, ils s'opposent à une aide de plus de 600 000 euros qui représente plus de 10 points d'impôts ! Et ça voudrait un jour diriger Grigny ? Comprenez qui peut...

L'HÔPITAL QUI SE FOUT DE LA CHARITÉ

Toujours le Conseil Municipal du 29 mars. Le débat est ouvert avant la mise aux voix des comptes administratifs de 2010. Au détour de la discussion, René Balme ré-affirme son regret que « la France ne soit plus souve-

FAITES CE QUE JE DIS, MAIS PAS CE QUE JE FAIS !

Fin du Conseil du 29 mars, la dernière délibération qui est soumise au vote concerne une demande de subvention pour l'aménagement des espaces dédiés aux

LEÇON D'ARITHMÉTIQUE

Xavier Odo réfute l'arithmétique électorale qui prouve de manière incontestable que les électeurs UMP de Grigny, ont bien reporté leurs suffrages sur le candidat FN au deuxième tour des cantonales. C'est pourquoi, le Citoyen a plaisir de donner à l'ex professeur de mathématiques qu'est Monsieur Odo, une petite leçon de calcul qui est la base même de l'arithmétique électorale : Nombre de suffrages exprimés au 1er tour

pour le FN : 432, pour l'UMP 308
Total des suffrages exprimés UMP+FN au 1er tour : 432 + 308 = 740. Total des suffrages exprimés FN au 2ème tour : 718. Si on tient compte que la mobilisation du 2ème tour s'est faite uniquement au profit de la Gauche (Front de Gauche + verts + PS) et que 22 électeurs UMP ne se sont pas déplacés pour voter FN : 740-718 = 22. Comme c'est bizarre !

SCHIZOPHRÉNIE

Mamar Djeroro qui est officiellement dans

l'opposition municipale depuis le 22 mars dernier a déclaré en Conseil qu'il avait personnellement apporté son soutien... à Martial Passi pour le deuxième tour des Cantonales ! On aurait bien aimé le voir tenir un bureau de vote le 27 mars ! Son compagnon d'opposition Xavier Odo était présent, lui ! Bon, d'accord, le chef de file de l'UMP locale est arrivé une heure après l'ouverture du scrutin... Un retard causé sans doute par le passage à l'heure d'été !

Adhésion

J'adhère à l'association et je verse la somme de 15 euros par an.
 Je m'abonne au journal Le CITOYEN pour un an et je verse la somme de 15 euros par an.

Nom : _____ Prénom : _____

Code Postal : _____ Ville : _____

Adresse : _____

Envoyez ce coupon accompagné de votre règlement à :
Le CITOYEN, 17, place Jean Jaurès 69520 Grigny. Chèques à l'ordre de l'association **Le CITOYEN.**

Le CITOYEN

Directeur de la publication :
Association **Le CITOYEN**
Rédacteur en chef : C. Goubert
Comité de rédaction : le bureau de l'association
Mise en page : **Le CITOYEN**
Imprimerie : IOV 69200
Contact : **Le CITOYEN**

www.le-citoyen.info
Courriel : info@le-citoyen.info
Prix au N° : 1 euro
Abonnement : un an - 10 euros
N° ISSN : 1774-1041
Dépôt légal à parution

N° 39 - Avril 2011

FRONT DE GAUCHE